

Waalse haan: rood - verwijzing P 186 C - zwart - verwijzing P Black #

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2020 tot vervanging van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 tot bevordering van de preventie van bepaalde afvalstoffen en van de openbare netheid.

Namen, 23 april 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41213]

**30 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des dispositions diverses en matière de fonction publique dans le contexte de la pandémie de coronavirus et de la reprise progressive des activités**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment son article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, notamment ses articles 361 et suivants, tels que modifiés;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 avril 2011 relatif au télétravail, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, pour ses dispositions encore applicables;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2019 relatif au télétravail;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2020 portant des dispositions diverses de fonction publique dans le contexte de la pandémie de coronavirus;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 avril 2020;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 27 avril 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 avril 2020;

Vu le protocole de négociation du Comité de secteur XVI, remis le 28 avril 2020;

Vu le guide générique pour lutter contre la propagation du COVID-19 au travail issu de la collaboration entre le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail, le SPF Emploi et l'Economic Risk Management Group, disponible sur le site Web du SPF Emploi;

Considérant la décision du Conseil National de Sécurité visant à organiser progressivement la sortie du confinement de la population belge;

Considérant la nécessité d'organiser la reprise progressive des prestations en présentielle;

Considérant la distanciation sociale qui doit être maintenue;

Considérant que l'autorisation de télétravailler est normalement accordée à concurrence de maximum 2 jours par semaine ou 1 jour par semaine pour les agents de rang A5, B1, C1 et D1;

Considérant cependant la nécessité de continuité des missions de service public et l'urgence de la présente situation;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel des services du Gouvernement wallon, des organismes d'intérêt public visés par le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, Wallonie-Bruxelles International.

**Art. 2.** Le supérieur hiérarchique de rang A4 au moins (ou en service extérieur, de rang A5) organise la planification de son équipe en recourant au télétravail de manière préférentielle afin d'assurer un retour progressif des membres du personnel dans les locaux en respectant les conditions sanitaires prescrites.

Dans le cadre de l'application du présent arrêté, les limitations prévues par les articles 4, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et § 3, 8 et 11, de l'arrêté du 5 décembre 2019 susvisé ne sont pas d'application.

**Art. 3.** Tout membre du personnel qui effectue des prestations en télétravail conformément à l'article 2 du présent arrêté bénéficie d'une indemnité mensuelle forfaitaire de 20 euros qui est accordée par mois civil, pour couvrir les frais de connexion internet, pour autant que ses prestations en télétravail soient supérieures à 4 jours sur le mois civil considéré.

**Art. 4.** Lorsque le membre du personnel est présent dans les locaux, son supérieur hiérarchique de rang A4 au moins (ou en service extérieur, de rang A5) peut aménager les horaires de travail de façon flexible moyennant son accord, afin de concilier au mieux les impératifs liés à la crise sanitaire, à la continuité de service public et familiaux.

Les aménagements sollicités par le membre du personnel ne pourront pas donner lieu à des prestations irrégulières.

**Art. 5.** Les membres du personnel bénéficiant d'un abonnement "transports en commun" conformément à l'article 547 à 550 du Code de la Fonction publique wallonne, peuvent, par dérogation, obtenir l'intervention de l'employeur prévue aux articles 552, 554, 555 et 556 du Code.

**Art. 6.** En cas de suspicion de coronavirus ou de coronavirus avéré, par dérogation à l'article 12 bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, l'article 410, § 2, du Code de la Fonction publique wallonne est applicable aux membres du personnel contractuel.

**Art. 7.** Les personnes qui ne peuvent effectuer leur travail dans les conditions de l'article 2 du présent arrêté, ni effectuer leur travail en respectant les mesures sanitaires prescrites, sont placés en dispense de service pour cas de force majeure prévue par l'article 42 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au SPW (ou mesures équivalentes) et conservent leur rémunération. Elles restent à la disposition de leur hiérarchie pour assurer la continuité du service.

**Art. 8.** Les membres du personnel considérés comme étant à risque en cas de contamination par le coronavirus et qui ne peuvent effectuer leur travail dans les conditions de l'article 2 du présent arrêté, sont placés en dispense de service pour cas de force majeure prévue par l'article 42 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au SPW (ou mesures équivalentes), sur la base d'une attestation médicale. Ils conservent leur rémunération.

**Art. 9.** Par dérogation à l'article 401, alinéa 2, du Code de la Fonction publique wallonne, un congé pour motif impérieux d'ordre familial, est accordé à la demande du membre du personnel, sans limite de durée. Ce congé n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à des périodes d'activité de service.

**Art. 10.** Les dispositions prévues par le présent arrêté sont d'application jusqu'au 30 juin 2020 inclus. Elles pourront être prolongées par une décision du Gouvernement wallon.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption.

Namur, le 30 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des Allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/41213]

#### 30. APRIL 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung über verschiedene Bestimmungen im Bereich des öffentlichen Dienstes im Zusammenhang mit der Coronavirus-Pandemie und der schrittweisen Wiederaufnahme der Aktivitäten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten und durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 abgeänderten Artikels 87 § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, insbesondere die Artikel 361 ff. in ihrer abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. April 2011 über die Telearbeit, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, was seine noch geltenden Bestimmungen betrifft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, insbesondere Artikel 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2019 über die Telearbeit;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2020 über verschiedene Bestimmungen des öffentlichen Dienstes im Zusammenhang mit der Coronavirus-Pandemie;

Aufgrund der am 27. April 2020 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. April 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 27. April 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 28. April 2020 übermittelten Verhandlungsprotokolls des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des auf der Website des FÖD Beschäftigung verfügbaren Leitfadens zur Bekämpfung der Ausbreitung des COVID-19 am Arbeitsplatz, der aus der Zusammenarbeit zwischen dem Hohen Rat für Gefahrverhütung und Schutz am Arbeitsplatz, dem FÖD Beschäftigung und dem Economic Risk Management Group entstanden ist;

Aufgrund des Beschlusses des Nationalen Sicherheitsrates, der darauf abzielt, die Ausgangsbeschränkungen für die belgische Bevölkerung schrittweise aufzuheben;

In Erwägung der Notwendigkeit, die allmähliche Wiederaufnahme der Leistungen am Arbeitsplatz zu organisieren;

In der Erwägung, dass die soziale Distanzierung aufrechtzuerhalten ist;

In der Erwägung, dass die Genehmigung zur Telearbeit normalerweise bis zu einem Maximum von 2 Tagen pro Woche oder 1 Tag pro Woche für Bedienstete der Dienstgrade A5, B1, C1 und D1 gewährt wird;

In Erwägung der Notwendigkeit der Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes und der Dringlichkeit der gegenwärtigen Situation;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Personalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die im Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, erwähnt sind, sowie auf die Personalmitglieder von "Wallonie-Bruxelles International".

**Art. 2** - Der Vorgesetzte, der mindestens den Dienstrang A4 besitzt (oder mindestens den Dienstrang A5 in den Außendienststellen), organisiert die Planung seines Teams, indem er bevorzugt Telearbeit einsetzt, um eine schrittweise Rückkehr der Mitarbeiter in die Räumlichkeiten unter Einhaltung der vorgeschriebenen Gesundheitsbedingungen zu gewährleisten.

Im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Erlasses sind die in Artikel 4 § 1 Ziffer 3 und § 3, 8 und 11 des vorerwähnten Erlasses vom 5. Dezember 2019 vorgesehenen Einschränkungen nicht anwendbar.

**Art. 3** - Ein Personalmitglied, das Arbeitsleistungen in Telearbeit gemäß Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erbringt, erhält eine monatliche Pauschalvergütung von 20 Euro pro Kalendermonat, um die Kosten für die Internetverbindung zu decken, sofern seine Arbeitsleistungen in Telearbeit im betreffenden Kalendermonat mehr als 4 Tage umfassen.

**Art. 4** - Ist ein Personalmitglied in den Räumlichkeiten anwesend, so kann sein Vorgesetzter, der mindestens den Dienstrang A4 besitzt (oder mindestens den Dienstrang A5 in den Außendienststellen) die Arbeitszeitregelung mit der Zustimmung des Betroffenen flexibel gestalten, um die Anforderungen im Zusammenhang mit der Gesundheitskrise und die Notwendigkeit der Kontinuität des öffentlichen Dienstes sowie die familiären Erfordernisse bestmöglich miteinander in Einklang zu bringen.

Die vom Personalmitglied beantragten Anpassungen dürfen jedoch nicht zu unregelmäßigen Leistungen führen.

**Art. 5** - Personalmitglieder, die über eine Zeitkarte für die öffentlichen Verkehrsmittel gemäß den Artikeln 547 bis 550 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes verfügen, können ausnahmsweise die in den Artikeln 552, 554, 555 und 556 des Kodex vorgesehene Intervention des Arbeitgebers erhalten.

**Art. 6** - Bei Verdacht auf eine Coronavirus-Infektion oder bei einer erwiesenen Coronavirus-Infektion ist in Abweichung von Artikel 12*bis* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder Artikel 410 § 2 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes auf die Mitglieder des Vertragspersonals anwendbar.

**Art. 7** - Personen, die weder unter den Bedingungen des Artikels 2 dieses Erlasses noch unter Einhaltung der vorgeschriebenen gesundheitspolizeilichen Maßnahmen ihre Arbeit verrichten können, werden gemäß Artikel 42 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen im ÖDW (oder gleichwertiger Maßnahmen) wegen höherer Gewalt vom Dienst befreit und behalten ihren Lohn. Sie stehen ihrer Hierarchie weiterhin zur Verfügung, um die Kontinuität des Dienstes zu gewährleisten.

**Art. 8** - Mitglieder des Personals, die im Falle einer Ansteckung mit dem Coronavirus als risikobehaftet gelten, und die nicht in der Lage sind, ihre Arbeit unter den Bedingungen des Artikels 2 des vorliegenden Erlasses auszuführen, werden auf der Grundlage eines ärztlichen Attestes gemäß Artikel 42 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 23. Mai 2019 über die Vollmachtserteilungen im ÖDW (oder gleichwertiger Maßnahmen) wegen höherer Gewalt vom Dienst befreit. Sie behalten ihren Lohn.

**Art. 9** - In Abweichung von Artikel 401 Absatz 2 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird auf Antrag des Personalmitglieds ein Urlaub aus zwingenden familiären Gründen ohne zeitliche Begrenzung gewährt. Dieser Urlaub wird nicht entlohnt. Er wird im Übrigen Dienstätigkeitsperioden gleichgestellt.

**Art. 10** - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind bis zum 30. Juni 2020 anwendbar. Sie können durch einen Beschluss der Wallonischen Regierung verlängert werden.

**Art. 11** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Annahme in Kraft.

Namur, den 30. April 2020

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41213]

**30 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering houdende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in de context van de coronaviruspandemie en de stapsgewijze heropbouw van de activiteiten**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, inzonderheid op de artikelen 361 en volgende, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 april 2011 betreffende telewerk, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, voor de nog toepasselijke bepalingen ervan;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2019 betreffende telewerk;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2020 houdende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in de context van de coronaviruspandemie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 april 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 27 april 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 april 2020;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 28 april 2020;

Gelet op de Generieke gids om de verspreiding van COVID-19 op het werk tegen te gaan, die het resultaat is van de samenwerking tussen de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het Werk, de FOD Werkgelegenheid en de Economic Risk Management Group en die beschikbaar is op de website van de FOD Werkgelegenheid;

Gelet op de beslissing van de Nationale Veiligheidsraad om de afbouw van de lockdown van de Belgische bevolking geleidelijk te organiseren;

Gelet op de noodzaak om de stapsgewijze heropbouw van de prestaties op de werkplek te organiseren;

Gelet op de social distancing die moet worden behouden;

Overwegende dat de toestemming om telewerk te verrichten normaliter verleend wordt tot maximaal 2 dagen per week of 1 dag per week voor personeelsleden van rang A5, B1, C1 en D1;

Gelet nochtans op de continuïteit van de opdrachten van de openbare dienst en het dringende karakter van de situatie;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering en de openbare instellingen bedoeld in het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest en "Wallonie-Bruxelles International" ressorteren.

**Art. 2.** De hiërarchische meerdere van minstens rang A4 (of in buitendienst, van rang A5) organiseert de planning van zijn team door bij voorkeur gebruik te maken van telewerk om ervoor te zorgen dat de personeelsleden geleidelijk terugkeren in de lokalen met inachtneming van de voorgeschreven gezondheidsvoorschriften.

In het kader van de toepassing van dit besluit zijn de beperkingen voorzien in de artikelen 4, § 1, 3°, en § 3, 8 en 11 van voormeld besluit van 5 december 2019 niet van toepassing.

**Art. 3.** Elk personeelslid dat overeenkomstig artikel 2 van dit besluit telewerk verricht, geniet een forfaitaire maandelijkse vergoeding van 20 euro die per kalendermaand wordt toegekend om de kosten van de internetverbinding te dekken voor zover zijn prestaties in telewerk in de betrokken kalendermaand meer dan 4 dagen duren.

**Art. 4.** Als het personeelslid in de lokalen aanwezig is, kan zijn hiërarchische meerdere van minstens rang A4 (of in buitendienst, van rang A5) de werkuren flexibel indelen mits zijn akkoord, om de voorschriften inzake sanitaire crisis, de voorschriften van continuïteit van de openbare dienst en de familiale eisen zo goed mogelijk met elkaar te verzoenen.

De door het personeelslid aangevraagde aanpassingen mogen geen aanleiding geven tot onregelmatige prestaties.

**Art. 5.** De personeelsleden die overeenkomstig de artikelen 547 tot 550 van de Waalse Ambtenarencode een abonnement op het openbaar vervoer genieten, kunnen, bij wijze van uitzondering, de tegemoetkoming van de werkgever bedoeld in de artikelen 552, 554, 555 en 556 van de Code verkrijgen.

**Art. 6.** In geval van vrees voor coronavirus of van bewezen coronavirus en in afwijking van artikel 12bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de leden van het contractueel personeel is artikel 410, § 2, van de Waalse Ambtenarencode van toepassing op de leden van het contractueel personeel.

**Art. 7.** Personen die hun werk niet kunnen uitvoeren onder de voorwaarden van artikel 2 van dit besluit, noch hun werk kunnen uitvoeren met inachtneming van de voorgeschreven gezondheidsmaatregelen, worden van dienstverlening wegens overmacht vrijgesteld, zoals voorzien in artikel 42 van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst. Ze blijven ter beschikking van hun hiërarchie om de continuïteit van de dienstverlening te garanderen.

**Art. 8.** Personeelsleden die geacht worden een risico te lopen in geval van besmetting met het coronavirus en die hun werk niet kunnen uitvoeren onder de voorwaarden van artikel 2 van dit besluit, worden op basis van een medisch attest van dienstverlening wegens overmacht vrijgesteld, zoals voorzien in artikel 42 van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst. Ze behouden hun beloning.

**Art. 9.** In afwijking van artikel 401, tweede lid, van de Waalse Ambtenarencode wordt een verlof om dwingende redenen van familiaal belang voor onbeperkte duur toegekend op verzoek van het personeelslid. Dat verlof is onbezoldigd. Voor het overige wordt het gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

**Art. 10.** De in dit besluit bedoelde bepalingen blijven van toepassing tot en met 30 juni 2020. Ze kunnen bij een beslissing van de Waalse Regering worden verlengd.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het aangenomen wordt.

Namen, 30 april 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41215]

**30 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 31 organisant la tenue des réunions des organes des centres publics d'action sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 6;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services;

Considérant qu'elle est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et, notamment, les pouvoirs locaux;

Considérant qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 9 du 24 avril 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil de l'action sociale par l'article 24 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale par le bureau permanent;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 17 du 17 avril 2020 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 5 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil communal par l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège communal, n° 6 relatif aux réunions des collèges communaux et provinciaux et organes de gestion, des régies communales autonomes, des régies provinciales autonomes, des associations de projet et des intercommunales, n° 7 relatif aux réunions des bureaux permanents des centres publics d'action sociale et organes de gestion des associations Chapitre XII, n° 8 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil provincial par l'article L2212-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège provincial, n° 9 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil de l'action sociale par l'article 24 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale par le bureau permanent;

Considérant que les arrêtés précités attribuaient aux organes exécutifs tous les pouvoirs des organes délibératifs jusqu'à la date du 3 mai 2020 et qu'ils ne feront pas l'objet d'une prolongation de délai;

Considérant qu'il est nécessaire d'organiser les réunions des conseils en cohérence avec la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité;

Considérant que les réunions physiques avec distanciation sociale restent la règle pour peu qu'elles puissent être organisées dans le strict respect des normes de distanciations sociale recommandées par le Conseil National de Sécurité;

Considérant à ce titre que si l'endroit habituellement prévu pour les séances s'avère trop exigü, il peut y être dérogé pour une organisation dans un lieu permettant la distanciation sociale;

Considérant que les centres publics d'action sociale pourraient être dans l'impossibilité d'assurer cette distanciation sociale à l'occasion de réunions physiques;

Considérant qu'en cas d'impossibilité d'organiser une réunion physique, la possibilité d'organiser des réunions virtuelles est temporairement offerte;

Considérant que par réunion virtuelle, on entend une réunion organisée au moyen d'une technologie de télé vidéoconférence;

Considérant que le recours à des réunions virtuelles ne doit pas entraver les principes d'expression démocratique de votes ou d'opinions ou encore le respect des règles liées à la vie privée;

Que le présent arrêté fixe donc les conditions minimales à observer dans l'organisation de réunions virtuelles;

Considérant également que, si, pour une raison impérieuse, le Président se voit dans l'impossibilité de convoquer physiquement ou virtuellement le conseil, le Bureau permanent peut demander une prolongation de la délégation des compétences attribuées au conseil pour une durée de 30 jours, soumise à l'approbation préalable du Gouvernement;

Que la dérogation accordée sera légitimement conditionnée dans le temps et imposera la recherche d'une solution rapide permettant d'y mettre fin;

Considérant qu'il y a lieu de communiquer sans délai, à l'adresse des institutions visées, les mesures portées par le présent arrêté afin qu'elles puissent décider de reporter des conseils déjà convoqués et/ou prévoir des modalités de tenue de ces séances sans présence physique des membres;

Qu'il y a donc lieu de prévoir son entrée en vigueur le jour de sa publication;

Considérant que le présent arrêté est applicable aussi bien au conseil de l'action sociale qu'à tout autre organe interne ou de concertation intervenant préalablement ou postérieurement dans les décisions de celui-ci;